



Signataires : Julien Nicolet-dit-Félix, Angèle-Marie Habiyakare, Cédric Jeanneret, Louise Trottet, Pierre Eckert, Léo Peterschmitt, Laura Mach, Sophie Bobillier, Jean-Charles Rielle, Grégoire Carasso, Jean-Pierre Tombola, Nicole Valiquier Grecuccio, Emilie Fernandez, Yves de Matteis, Oriana Brücker, Céline Bartolomucci

Date de dépôt : 30 juin 2025

Proposition de motion **pour l'introduction et la généralisation de l'usage de nouveaux indicateurs de qualité de vie et de prospérité**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- l'omniprésence du PIB, considéré implicitement comme seul indicateur de richesse et parfois même de qualité de vie ;
- l'abondance d'études démontrant les limites de cet indicateur et les usages abusifs courants qui en sont faits dans le monde politique et médiatique ;
- la nécessité de mesurer les performances économiques de notre canton, en prenant en compte non seulement la somme des biens et services vendus, mais l'entièreté de l'activité économique, y compris domestique et bénévole, ainsi que ses impacts, positifs comme négatifs, sur la population de notre canton ;
- la pratique de plusieurs Etats (France¹, Islande², Italie, Nouvelle-Zélande...) et entités subétatiques qui produisent et publient des indicateurs de richesse et de bien-être qui reflètent aussi bien les flux

¹ <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/les-nouveaux-indicateurs-de-richeesse>

² <https://www.government.is/lisalib/getfile.aspx?itemid=fc981010-da09-11e9-944d-005056bc4d74>

économiques que des valeurs sociétales essentielles et qui fondent l'action politique sur ces indicateurs ;

- les publications de l'Office fédéral de la statistique³ à propos des indicateurs « Mesure du bien-être », très rigoureuses sur le plan méthodologique, mais peu accessibles pour les profanes ;
- le travail remarquable de l'OCSTAT et de la DDC (direction de la durabilité et du climat) pour produire des « indicateurs de durabilité »⁴, très aboutis, mais difficiles d'accès pour un profane et peu médiatisés ;
- les « tableaux de bord » produits par la province et certaines villes du Québec, mais également par la Chambre de commerce et d'industrie de Québec, particulièrement synthétiques et compréhensibles⁵ ;
- l'alliance gouvernementale pour une économie du bien-être « Wellbeing Economy Alliance »⁶ dont sont partenaires six gouvernements nationaux (Canada, Finlande, Islande, Nouvelle-Zélande, Ecosse et Pays de Galles),

invite le Conseil d'Etat

- à déterminer les indicateurs les plus pertinents et les plus synthétiques permettant de produire un tableau de bord et/ou un indice des performances et des impacts sociaux et environnementaux de l'économie de notre canton ;
- à publier un rapport trimestriel sur l'évolution de ces indicateurs/indices assorti d'un commentaire politique, au même moment que la publication du PIB du canton ;
- à prendre systématiquement en compte ces indicateurs/indices lors de la présentation du budget et des comptes de l'Etat ;
- à enrichir ses communications traitant de la situation économique de notre canton des indicateurs ou indices mentionnés ci-dessus, pour donner une image complète de ses performances ;
- à devenir partenaire de la « Wellbeing Economy Alliance » et ainsi partager à l'échelle internationale les choix et les réalisations de notre canton en la matière.

³ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/themes-transversaux/mesure-bien-etre.assetdetail.33550075.html>

⁴ <https://www.ge.ch/document/indicateurs-durabilite-statistique-poche>

⁵ <https://cciquebec.ca/indice-de-performance-socio-economique/>

⁶ <https://weall.org/wego>

EXPOSÉ DES MOTIFS

Pour diriger un navire, il faut avoir une bonne boussole et, en matière économique, bien souvent, le seul indicateur utilisé est le produit intérieur brut (PIB). Qu'il s'agisse de santé économique, de croissance ou même de qualité de vie, la plupart des commentateurs et analystes se contentent le plus souvent de considérer ce seul indicateur.

Pourtant, depuis des décennies, nombre d'analystes et de voix issues du milieu académique font la démonstration des faiblesses du PIB : celui-ci ne mesure de fait que des quantités de biens et services vendus, sans renseigner sur les conséquences (ou les causes) sociales et environnementales de ces transactions et, bien entendu, sans inclure les tâches domestiques et bénévoles, qui, pourtant, sont un ciment de notre société.

Ainsi, paradoxalement, un carrefour accidentogène ou des conditions de voisinage dégradées vont contribuer à faire augmenter le PIB de notre canton (frais de réparation, de santé, de médiation, de justice...) alors que garder l'enfant de ses voisins, échanger des livres ou animer gratuitement une chorale de quartier contribuent à le faire stagner, voire diminuer.

C'est pour cela que bien des gouvernements ont décidé de produire des indicateurs plus complets de santé économique et, surtout, de les utiliser comme guides dans les décisions macro-économiques qui leur incombent.

Ainsi, en 2019, la Nouvelle-Zélande a attiré l'attention internationale en lançant le premier budget de bien-être du pays, qui s'engage à placer le bien-être des personnes et l'environnement au cœur de ses politiques. Ce budget utilise des indicateurs sociaux et environnementaux, ainsi que des indicateurs économiques et fiscaux, afin de guider les décisions d'investissement et de financement du gouvernement. Le budget comporte de nombreuses priorités, notamment l'amélioration de l'emploi, la lutte en faveur de la santé mentale, l'amélioration du bien-être des enfants, le soutien aux populations marginalisées et la promotion d'une économie durable sur le plan environnemental.

La France également publie, depuis 2021, un « budget vert »⁷ qui évalue les effets sur l'environnement des choix budgétaires du pays.

A l'échelle supranationale, l'OCDE recommande également de « dépasser le PIB » et de mesurer les impacts des choix économiques des Etats sur le

⁷ https://www.budget.gouv.fr/reperes/budget_vert/articles/5eme-edition-budget-vert-plf

bien-être des populations⁸. Cette institution a publié plusieurs rapports présentant les choix en la matière de différents Etats.

Au Québec, c'est même la Chambre de commerce et d'industrie qui a pris en charge la publication périodique d'indicateurs alternatifs et complémentaires au PIB, permettant d'évaluer les effets sociaux et environnementaux des politiques économiques⁹.

Genève, en tant que canton le plus dynamique d'un des pays les plus riches du monde, ne peut se permettre d'ignorer les effets des choix économiques de ses autorités. Il doit, comme tant d'autres entités publiques, se doter d'un outil statistique simple, accessible et popularisé, permettant simultanément aux autorités d'orienter leurs choix et à la population d'en mesurer les progrès (et les éventuels échecs).

Pour toutes ces raisons, nous vous remercions, Mesdames les députées, Messieurs les députés, de faire bon accueil à la présente proposition de motion.

⁸ <https://www.oecd.org/fr/themes/bien-etre-au-de-la-du-pib.html>

⁹ <https://cciquebec.ca/indice-de-performance-socio-economique/>